

Convention locale pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques de Orange établis sur supports communs avec les réseaux publics aériens de distribution d'électricité

Commune : 56300 PONTIVY
Lieu des travaux : rues des forges et perroquet
Référence dossier : 89658

ENTRE :

Orange

Société Anonyme au capital de 10 640 226 396 € Immatriculée au registre du commerce et des sociétés 380 129 866 RCS PARIS, ayant son siège social, 78 rue Olivier de Serre 75015 PARIS, représentée par **Monsieur Pierre LANQUETOT**, directeur de l'Unité de Pilotage Réseau Ouest, domicilié 5 rue du Moulin de la Garde, 44331 Nantes Cedex ci-après désignée "**Orange**"

ET

La Commune de **Mairie de PONTIVY**
représentée par son Maire, **Madame Christine LE STRAT**
dûment habilité à cet effet par délibération du
ci-après désigné(e) "**La personne publique**"

Collectivement dénommées "**les parties**"

PREAMBULE

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), l'Association des Maires de France (AMF) et Orange ont constatés qu'il était nécessaire de mettre en place un accord national rationnel, efficace dans sa mise en œuvre avec le souci de réduire les coûts de gestion, en considérant :

- que la pose coordonnée des différents réseaux de service public favorise la réduction du coût des travaux, et réduit la gêne provoquée par des chantiers successifs, notamment en ce qui concerne l'enfouissement des réseaux filaires aériens de distribution d'électricité et de communications électroniques qui sont fréquemment voisins, et dont la coordination de la mise en souterrain dans un même secteur est d'intérêt général,
- que lorsque les réseaux électriques et de communications électroniques sont disposés sur les mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L 2224-35 du code général des collectivités territoriales qui prévoit l'intervention de conventions entre les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération compétents pour la distribution publique d'électricité,
- que pour favoriser la réduction des coûts, les responsabilités doivent être réparties clairement, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par la personne publique pour les infrastructures communes de génie civil et par Orange pour les travaux de câblage,
- que, compte tenu de la proportion moyenne de supports communs constatée au niveau national, la personne publique d'une part, et Orange, d'autre part, financent respectivement environ 60 % et 40 % du coût global de l'opération,

- _ que, dans un souci de simplification et d'efficacité opérationnelle, et pour tenir compte de la décision de la personne publique approuvant les travaux de génie civil de communications électroniques, il est convenu que Orange prendra forfaitairement en charge 82 % des coûts d'étude du câblage et de réalisation de celui-ci, ainsi que les coûts de fourniture de génie civil, les collectivités locales ou leurs établissements publics de coopération prenant en charge les autres coûts,
- _ que la répartition des prises en charge prévue à l'alinéa précédent tient compte de la proportion moyenne de support communs constatée au niveau national, ainsi que de la non déductibilité de la TVA,
- _ que Orange conserve la propriété des installations de communications électroniques.

Lorsque, de plus, ces réseaux sont disposés sur les mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales.

Pour mémoire, cet article est rédigé comme suit :

« ART. L. 2224-35 - Tout opérateur de communications électroniques autorisé par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité à installer un ouvrage aérien non radioélectrique sur un support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité procède, en cas de remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine à l'initiative de la collectivité ou de l'établissement précité, au remplacement de sa ligne aérienne en utilisant la partie aménagée à cet effet dans l'ouvrage souterrain construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun. Les infrastructures communes de génie civil créées par la collectivité territoriale ou l'établissement précité lui appartiennent.

L'opérateur de communications électroniques prend à sa charge les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des équipements de communications électroniques incluant les câbles, les fourreaux et les chambres de tirage, y compris les coûts d'études et d'ingénierie correspondants. Il prend à sa charge l'entretien de ses équipements.

Une convention conclue entre la collectivité ou l'établissement précité et l'opérateur de communications électroniques fixe la participation financière de celui-ci sur la base des principes énoncés ci-dessus, ainsi que le montant de la redevance qu'il doit éventuellement verser au titre de l'occupation du domaine public.

SECTION 1 : Objet et définition

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre les parties pour la mise en œuvre pratique des dispositions de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales.

Dans le cadre de la dissimulation des réseaux aériens désignés à l'article 2 et de leur enfouissement, la personne publique et Orange se sont accordés pour laisser à Orange la propriété des Equipements de Communications Électroniques réalisés à ces occasions.

ARTICLE 2 : Désignation des travaux

Orange souhaitant disposer d'une certaine visibilité sur ses engagements futurs, la personne publique s'engage à l'informer chaque année de sa prévision budgétaire de dépenses pour l'année à venir, ainsi que de son programme prévisionnel de travaux. Les travaux concernés réalisés en conformité avec les normes en vigueur, porteront sur les ouvrages répondant aux conditions suivantes.

- Les travaux d'enfouissement portent simultanément :
 - _ pour les réseaux d'électricité : sur les lignes de réseaux, les lignes électriques de branchement,
 - _ pour les réseaux de communications électroniques : sur les lignes de réseaux et sur les lignes terminales de communications électroniques.

- Les longueurs de lignes aériennes électriques et de communications électroniques à enfouir ne sont pas nécessairement disposées sur des appuis communs ; au niveau de chaque chantier, il peut exister des supports spécifiques à l'une ou l'autre des parties, pour soutenir les lignes de réseau ou des lignes de branchement ou terminales.
- L'opportunité des chantiers envisagés est du seul ressort de la personne publique.

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente convention :

- Le terme « appui commun » désigne le support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques*,

** Le comité de suivi tripartite Orange -AMF - FNCCR a précisé le 15 juin 2012 : "Le périmètre de l'opération d'enfouissement, comprend au moins un appui commun de lignes de réseau (c'est-à-dire à l'exclusion des appuis communs qui ne concerneraient que des branchements ou des adductions)"*

- Le terme « enfouissement » s'entend de la mise en souterrain des ouvrages électriques et de communications électroniques ou, si les parties en conviennent, de leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien,
- En cas de mise en souterrain, les travaux d'enfouissement comportent la réalisation d'un « ouvrage souterrain commun », constitué de la tranchée commune et, éventuellement, « d'infrastructures communes de génie civil » (égouts, galeries, réservations, fonçages...) substituées par endroits à la tranchée commune,
- La « tranchée aménagée » s'entend de la partie de la tranchée commune de l'ouvrage souterrain commun, destinée à recevoir les équipements de communications électroniques, dont l'aménagement comprend notamment le grillage avertisseur,
- Les « équipements de communications électroniques » comprennent les Installations de communications électroniques, le câblage et ses accessoires ; les fourreaux, les chambres de tirage y compris leurs cadres et trappes standards, les bornes de raccordement destinées à recevoir le câblage de communications électroniques. Elles ne comprennent ni le câblage ni ses accessoires.

SECTION 2 : Répartition des missions de maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

ARTICLE 3 : Champ d'application de la convention

La convention s'applique aux travaux nécessaires, sur le domaine public routier et non routier communal, et sur les domaines privés (à l'exception des parties privatives intérieures aux immeubles) à l'enfouissement des équipements de communications électroniques désignés à l'article 2, dans le respect des dispositions du code des postes et communications électroniques, des règles techniques en vigueur, notamment des règles d'hygiène et de sécurité, et des spécifications de matériel.

ARTICLE 4 : Préparation du projet

Orange est associé, pour les ouvrages le concernant, au choix de l'itinéraire des réseaux posés en coordination, et de la capacité des ouvrages souterrains communs. Il précise à la personne publique ses besoins en équipement et notamment le nombre d'alvéoles qui lui sont nécessaires.

Conformément à l'article L.115 -1 du code de la voirie routière, à l'intérieur des agglomérations le maire de la commune concernée assure la coordination des travaux objets de la présente convention, avec la réalisation d'autres travaux intéressant le domaine public routier.

Chaque maître d'ouvrage fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du code du travail, relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier et de leur observation par les entreprises intervenantes.

ARTICLE 5 : Prestations techniques

5.1 : Etudes

La personne publique fournit à Orange :

- _ la confirmation, sous une forme et un délai de préavis à convenir, des travaux d'enfouissement à exécuter,
 - _ un plan indiquant la zone exacte des travaux,
 - _ un avant-projet indiquant le tracé prévisionnel de la tranchée aménagée, ainsi que le tracé prévisionnel des ouvrages autres que ceux de Orange (électricité, éventuellement gaz, eau, assainissement, autres communications électroniques,...) à établir,
 - _ un planning prévisionnel des travaux,
 - _ un délai pour renvoyer à la personne publique l'avant-projet complété des éléments visés ci-après.
- Orange renvoie à la personne publique, dans le délai spécifié, l'avant-projet complété par le tracé de ses propres canalisations (y compris la reprise en souterrain des lignes terminales), le nombre d'alvéoles à poser limité à ce qui est nécessaire à l'enfouissement des ouvrages existants, l'implantation des bornes de raccordement, les types de chambres à poser, leur position de principe et, pour la reprise en souterrain des lignes terminales, la position estimative de l'adduction vers les domaines privés.
 - La personne publique exécute, les prestations d'étude et d'ingénierie de génie civil relatives à la réalisation des infrastructures correspondant à l'enfouissement des équipements de communications électroniques. Ces études sont adressées à Orange pour remarques éventuelles et validation du projet final.
La personne publique peut confier la réalisation de ces études à Orange.
 - Orange exécute les prestations d'études et d'ingénierie relatives à la réalisation du câblage et à la reprise en souterrain ou en façade des câblages des clients concernés.

5.2 : Exécution des travaux de génie civil

- La personne publique est maître d'ouvrage des travaux relatifs à la tranchée aménagée, nécessaires au transfert en souterrain des lignes de réseaux et des lignes terminales existantes. Ces travaux comprennent
 - l'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étayage éventuel, aménagement du fond de fouille),
 - la fermeture de la tranchée (remblayage, dispositif avertisseur, compactage),
 - la réfection des revêtements (provisoires et/ou définitifs),
 - l'installation des équipements annexes (barriérage, clôture, signalisation, ballage, dépôt de matériels, baraquements,...).
- La personne publique est également maître d'ouvrage des infrastructures communes de génie civil éventuelles (galeries techniques, réservations, fonçages, ouvrages d'art) en complément de la Tranchée Commune.
- Orange crée les installations de communications électroniques propres à ses lignes de réseaux et lignes terminales en domaine public routier et non routier communal. A cette fin, il désigne la personne publique pour assurer en son nom les missions de maîtrise d'ouvrage afférentes à la pose de ces installations de communications électroniques dans la tranchée aménagée*.

** L'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004, portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, a introduit en son article 1er la possibilité d'une telle désignation lorsque la réalisation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage.*

- La personne publique, en exécution de la mission confiée par Orange, assure la pose des installations de communications électroniques en domaine public.
- La personne publique assure en domaines privés la pose des installations de communications électroniques nécessaires à la reprise en souterrain des câbles des clients concernés.

5.3 : Exécution des travaux de câblage

- Orange exécute les travaux concernant :
 - _ le tirage et le raccordement de nouveaux câbles dans les installations de communications électroniques,
 - _ la reprise en souterrain ou en façade des câbles des clients concernés.
- Orange fait son affaire de la dépose et de l'enlèvement des anciens câbles ainsi que de la dépose et de l'enlèvement des appuis abandonnés qui lui appartiennent, éventuellement compris dans le cadre des opérations mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 6 : Réception des installations de communications électroniques

Orange (son sous-traitant ou son représentant) est invité aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des installations de communications électroniques réalisés au nom de l'opérateur sous la maîtrise d'ouvrage de la personne publique. Leur vérification technique, qui peut être réalisée par tranche, est effectuée selon le processus suivant :

- Sur demande de l'entreprise mandatée par la personne publique pour réaliser les travaux, adressée à Orange par courrier ou courriel, celui-ci procède à la vérification des installations de communications électroniques réservées à ses propres besoins, sous réserve de la réalisation préalable par l'entreprise des essais d'alvéolage et de la remise des plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives auxdites installations de communications électroniques.
- A la suite de cette vérification, Orange remet à la personne publique un certificat de conformité des installations de communications électroniques.
- En l'absence de vérification technique dans un délai spécifié au cas par cas, mais ne pouvant excéder 25 jours calendaires après la demande formalisée par l'entreprise à Orange, la conformité technique est acquise, aux risques de Orange et sans réserve.
- Lors de la vérification, des réserves peuvent être formulées par Orange. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 25 jours calendaires qui suivent. A défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui seront levées à l'achèvement complet de l'effacement des réseaux, en particulier après les réfections de voirie.
- L'exécution des travaux de câblage fait également foi de conformité technique des Installations de Communications Electroniques.

ARTICLE 7 : Exécution des travaux de câblage

Dès que la conformité des installations de communications électroniques qui lui appartiennent est acquise, conformément aux dispositions de l'article 6, Orange entreprend les travaux de mise en œuvre des câbles de communications électroniques et de leurs accessoires.

Un planning sera établi entre les parties, au titre duquel les délais de réalisation, y compris la dépose des anciens câbles et des poteaux abandonnés, seront compris entre 30 et 60 jours calendaires selon l'importance du chantier, sauf cas de force majeure dûment justifié.

En cas de non-respect de ce délai, une pénalité journalière pourra être appliquée à l'encontre de Orange correspondant à 1/3 000 du montant des travaux de câblage évalué selon un coût unitaire de référence de 8 euros HT par mètre linéaire de génie civil. L'application de cette pénalité est libératoire de tous autres dommages et intérêts au titre de ce retard. Elle n'est due que si les causes de ce retard sont exclusivement imputables à Orange.

SECTION 3 : Répartition de la propriété des ouvrages

ARTICLE 8 : Utilisation des ouvrages mis à disposition - Régime de propriété

La tranchée aménagée et les infrastructures communes de génie civil visées à l'article 2 sont la propriété de la personne publique. Leur utilisation par Orange ne confère à celui-ci aucun droit réel, conformément à l'article L.1311-1 du code général des collectivités territoriales.

- Leur utilisation est consentie à Orange tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait.
- Orange est propriétaire des installations de communications électroniques qu'il a créées sur le domaine public routier ou non routier communal, dans les conditions exposées à l'article 5.2 et du câblage. Il en assure à ses frais l'exploitation, la maintenance (réparations), l'entretien et le renouvellement.

SECTION 4 : Répartition de la charge financière

ARTICLE 9 : Principe de répartition des dépenses

Les parties conviennent que pour simplifier et homogénéiser sur l'ensemble du territoire les conditions et pratiques locales dans l'application des présentes dispositions et dès lors qu'un seul appui commun est concerné et figure dans le réseau objet de l'opération d'enfouissement, les présentes dispositions relatives à la répartition des dépenses prévues aux articles 10, 11 et 12 s'appliquent.

ARTICLE 10 : Tranchée aménagée

La personne publique prend à sa charge la totalité du coût de réalisation de la tranchée aménagée et des infrastructures communes de génie civil, les besoins de Orange étant limités aux besoins exprimés dans l'avant-projet mentionné à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 11 : Dépenses des Installations de Communications Electroniques

- Orange prend à sa charge les études permettant de définir les éléments destinés à compléter l'avant-projet visé à l'article 5.1.
- Orange fournit à la personne publique les matériels d'installations de communications électroniques visés à l'article 2, destinés à être posés en domaine public routier et prend le coût à sa charge.
- En application de l'article D. 407-2 du code des postes et communications électroniques, Orange n'intervient pas sur le domaine privé. Toutefois, selon les accords et les pratiques locales, Orange pourra prendre à sa charge le coût de fourniture du fourreau destiné à la reprise en souterrain de l'installation des clients, sous réserve que la longueur totale de toutes les reprises des clients en domaine privé n'excède pas 20% de la longueur de tranchée en domaine public.
- En revanche, la personne publique acquiert à titre onéreux certains matériels d'installations de communications électroniques, destinés à être posés en domaines privés, notamment les chambres (regards) 30x30cm.
- La personne publique prend à sa charge la totalité des frais de pose de ces matériels, y compris la mise en place d'un lit de sable.

ARTICLE 12 : Dépenses de câblage

- Orange prend à sa charge 82 % des dépenses d'étude et de réalisation des travaux de câblage, visées respectivement aux articles 5.1 et 5.3.
- Corrélativement, la personne publique prend à sa charge 18 % de ces dépenses.

ARTICLE 13 : Redevance d'occupation du domaine public

Orange, propriétaire des installations de communications électroniques en domaine public routier, est redevable envers le gestionnaire du domaine public occupé de la redevance établie par l'autorité gestionnaire de la voirie, en application de l'article L. 47 du code des postes et communications électroniques.

SECTION 5 : Dispositions diverses

ARTICLE 14 : Responsabilités

Sous réserve des dispositions de l'article L 2131-10 du code général des collectivités territoriales, chaque partie renonce à tout recours contre l'autre partie à raison des malfaçons constatées après l'achèvement complet du chantier, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 15 : Raccordement de nouveaux clients

Orange s'engage à raccorder en souterrain les futurs clients à l'intérieur du périmètre des zones où ses réseaux de communication électronique sont en souterrain.

ARTICLE 16 : Durée de la convention

La convention reste en vigueur tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait sauf dénonciation à une date anniversaire de l'échéance par l'un des signataires avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 17 : Suivi de la convention

La présente convention, ainsi que les éventuelles difficultés nées de son application, seront portées pour information et pour solution éventuelle à la connaissance du comité de suivi mis en place en application de l'accord cadre national Orange – FNCCR - AMF.

ARTICLE 18 : Confidentialité

La personne publique s'engage à ne pas communiquer et/ou à ne pas divulguer à des tiers les plans appartenant à Orange et faisant l'objet de la présente convention à l'exception des personnes, dont le nombre devra être nécessairement limité, qui auront pour mission l'exécution de la présente convention.

La personne publique s'engage d'une part, à informer lesdites personnes de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans et d'autre part, à prendre de façon générale, toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents objet du présent article.

La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après la résiliation de cette convention pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 19 : Annexes

Annexe n°1 : Devis, définissant le montant de la participation financière de chaque partie.

Annexe n°2 : Plan des travaux "Avant Projet Détaillé" validé par Orange.

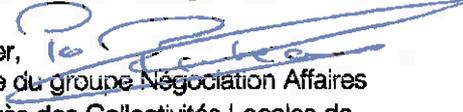
La présente convention est établie, ainsi que ses annexes, en deux exemplaires originaux.

Fait à, le

Pour la personne publique,

Fait à Nantes, le 13/03/2020

Pour Orange, Unité de Pilotage Réseau Ouest

Patrice Collier, 
Responsable du groupe Négociation Affaires
Réseau auprès des Collectivités Locales de
Bretagne et des Pays de Loire

ORANGE, UPR Ouest
5 rue du Moulin de la Garde
BP 53149
44331 Nantes Cedex 3



SA au capital de 10 640 226 396 € - 380 129 866 RCS PARIS

DEVIS N° CNV-CM7-54-19- 89658

établi pour la réalisation de travaux

Etabli le 13-mars-2020
Par : Benjamin Ayreault
Tel : 06 79 38 86 12

Date de fin de validité de l'estimation : 11-juin-2020
Date de fin de validité des prix indiqués : 4-sept-2021

Nature des travaux :
 Enfouissement du réseau Orange : selon
 Convention Orange / Morbihan Energie

Lieu des travaux : rues des forges et perroquet
Commune : 56300 PONTIVY

Pour le compte de :
 Mairie de PONTIVY
 Madame Christine LE STRAT
 8 rue François Mitterrand
 56300 PONTIVY

Configuration selon convention :
 Nbre de branchements : 30
 Participation Orange câblage : 82%
 Participation Collectivité : 18%

PRESTATIONS	Montants dus par la Collectivité à Orange	Montants pris en charge par Orange
Enfouissement de l'artère Orange		
Génie Civil		
prestations ingénierie prises en charge par Orange		2 625,05 €
participation d'Orange sur matériel génie-civil		2 580,64 €
Câblage		
étude, ingénierie, réception, mise à jour de la documentation	278,64 €	1 269,38 €
dépose de l'aérien, pose en souterrain	1 115,64 €	5 082,36 €
matériel de câblage	236,52 €	1 077,48 €

Prise en charge respective TOTAL HT	1 630,80 €	12 634,89 €
TVA %	0,00 €	
Montant T.T.C dû par la Collectivité à Orange	1 630,80 €	

Soit dû par la Collectivité à Orange : 1 630,80 €

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à NANTES le, 13-mars-2020	A le
Pour Orange	Devis accepté par :
Patrice Collier Responsable du groupe Négociation Affaires Réseau auprès des Collectivités Locales de Bretagne et des Pays de Loire	Signature (précédée de la mention "Bon pour exécution des prestations")
	N° SIRET :

Morbihan Energies



Commune de
PONTIVY

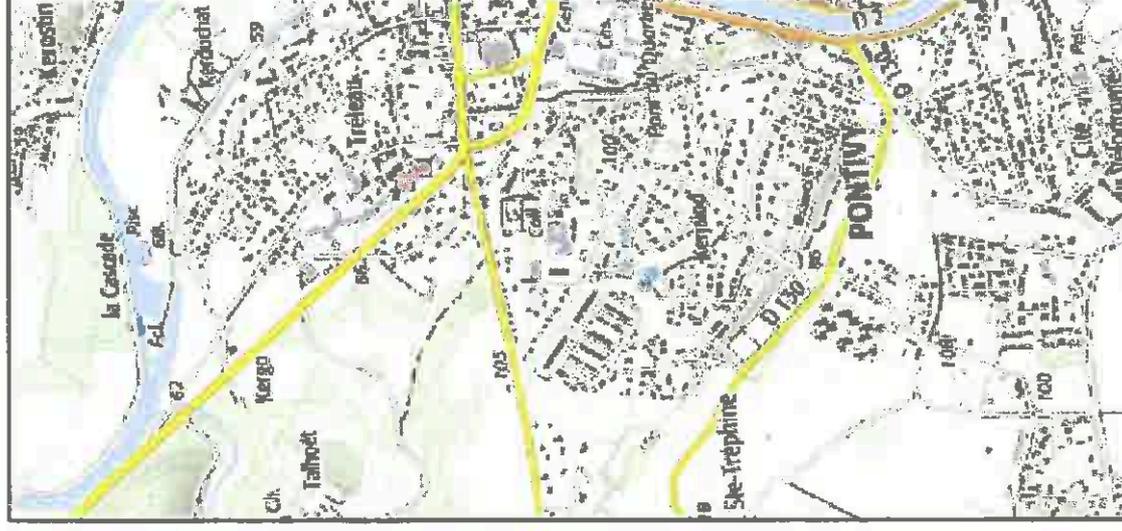
Lot 5 : de Gourin à Pontivy

Effacement télécom,
rues du Perroquet et des Forges
Télécom

N° Plan : P.0288118.S.2D FT	N° Dossier :	N° Syndicat : 56178T2017008
Références Garczynski Traploir Morbihan	N° Etudes : P.0288118.S.2D	N° Travaux : P.0288118.S.28
Interlocuteurs		
Maître d'ouvrage	Morbihan Energies	Téléphone 02-97-62-07-50
Maître d'oeuvre	Morbihan Energies	Mail contact@sdem.fr
Bureau d'études	Garczynski Traploir Morbihan	02-97-62-07-50 contact@sdem.fr
Entreprense travaux	Garczynski Traploir Morbihan	02-97-38-32-06 gmorbihan@g-t.fr
Coordonnateur SPS		02-97-38-32-06 gmorbihan@g-t.fr

Cheminement	Indice	demandé		établi		vérifié	
		Par	le	Par	le	Par	le
Avant projet				ORANGE	22/11/19		
Etude	A	SDEM	22/11/19	MERRE.T	09/01	RELO.G	19/02/2020
Rectification							
Accord Morbihan énergies							
Accord Orange							
Récolement							

PLAN DE S
E



Détail des tranchées FT

Trançons		Abouissant	type tranchée	Nombre de cables	Longueur tranchées MAIN		Longueur tranchées sous chaussée	
Tenant	Tr 1				Tr 2	Tr 3	Tr 4	Tr 5
L2C.1	AR2	Tr 1	chaussée T3	7	0.40	0.20	0.40	0.20
Tr 1	AR2	Tr 1	chaussée T3	1				
Tr 2	AR3	Tr 2	chaussée T3	4				
Tr 3	AR4	Tr 3	chaussée T3	4				
Tr 4	AR5	Tr 4	chaussée T3	3				
Tr 5	AR6	Tr 5	chaussée T3	4				
Tr 6	AR7	Tr 6	chaussée T3	5				
Tr 7	AR8	Tr 7	Trottoir	1				
Tr 8	AR11	Tr 8	Trottoir	7				
Tr 9	AR12	Tr 9	Trottoir	2				
Tr 10	AR13	Tr 10	Trottoir	9				
Tr 11	AR14	Tr 11	chaussée T3	4				
Tr 12	AR15	Tr 12	chaussée T3	2				
Tr 13	AR16	Tr 13	Tranchée main	2	3.00			
Tr 14	AR17	Tr 14	chaussée T3	5				
Tr 15	AR18	Tr 15	chaussée T3	4				
Tr 16	AR19	Tr 16	chaussée T3	1				
Tr 17	AR20	Tr 17	chaussée T3	3				
Tr 18	AR21	Tr 18	chaussée T3	7				
Tr 19	AR22	Tr 19	chaussée T3	4				
Tr 20	AR23	Tr 20	chaussée T3	3				
Tr 21	AR24	Tr 21	chaussée T3	4				
Tr 22	AR25	Tr 22	chaussée T3	1				
Tr 23	AR26	Tr 23	chaussée T3	7				
Tr 24	AR27	Tr 24	chaussée T3	3				
Tr 25	AR28	Tr 25	chaussée T3	4				
Tr 26	AR29	Tr 26	chaussée T3	3				
Tr 27	AR30	Tr 27	chaussée T3	2				
Tr 28	AR31	Tr 28	chaussée T3	4				
Tr 29	AR32	Tr 29	chaussée T3	2				
Tr 30	AR33	Tr 30	chaussée T3	4				
Tr 31	AR34	Tr 31	chaussée T3	1				
Tr 32	AR35	Tr 32	chaussée T3	3				
Tr 33	AR36	Tr 33	chaussée T3	4				
Tr 34	AR37	Tr 34	chaussée T3	2				
Tr 35	AR38	Tr 35	chaussée T3	4				
Tr 36	AR39	Tr 36	chaussée T3	1				
Tr 37	AR40	Tr 37	chaussée T3	7				
Tr 38	AR41	Tr 38	chaussée T3	3				
Tr 39	AR42	Tr 39	chaussée T3	4				
Tr 40	AR43	Tr 40	chaussée T3	3				
Tr 41	AR44	Tr 41	chaussée T3	2				
Tr 42	AR45	Tr 42	chaussée T3	4				
Tr 43	AR46	Tr 43	chaussée T3	2				
Tr 44	AR47	Tr 44	chaussée T3	4				
Tr 45	AR48	Tr 45	chaussée T3	2				
Tr 46	AR49	Tr 46	chaussée T3	4				
Tr 47	AR50	Tr 47	chaussée T3	2				
Tr 48	AR51	Tr 48	chaussée T3	1				
Tr 49	AR52	Tr 49	chaussée T3	1				
Tr 50	AR53	Tr 50	chaussée T3	6				
Tr 51	AR54	Tr 51	Tranchée main	3	3.00			
Tr 52	AR55	Tr 52	Tranchée main	3				
Tr 53	AR56	Tr 53	Tranchée main	3				
Tr 54	AR57	Tr 54	Tranchée main	3				
Tr 55	AR58	Tr 55	Tranchée main	3				
Tr 56	AR59	Tr 56	Tranchée main	3				
Tr 57	AR60	Tr 57	Tranchée main	3				
Tr 58	AR61	Tr 58	Tranchée main	3				
Tr 59	AR62	Tr 59	Tranchée main	3				
Tr 60	AR63	Tr 60	Tranchée main	3				
Tr 61	AR64	Tr 61	Tranchée main	3				
Tr 62	AR65	Tr 62	Tranchée main	3				
Tr 63	AR66	Tr 63	Tranchée main	3				
Tr 64	AR67	Tr 64	Tranchée main	3				
Tr 65	AR68	Tr 65	Tranchée main	3				
Tr 66	AR69	Tr 66	Tranchée main	3				
Tr 67	AR70	Tr 67	Tranchée main	3				
Tr 68	AR71	Tr 68	Tranchée main	3				
Tr 69	AR72	Tr 69	Tranchée main	3				
Tr 70	AR73	Tr 70	Tranchée main	3				
Tr 71	AR74	Tr 71	Tranchée main	3				
Tr 72	AR75	Tr 72	Tranchée main	3				
Tr 73	AR76	Tr 73	Tranchée main	3				
Tr 74	AR77	Tr 74	Tranchée main	3				
Tr 75	AR78	Tr 75	Tranchée main	3				
Tr 76	AR79	Tr 76	Tranchée main	3				
Tr 77	AR80	Tr 77	Tranchée main	3				
Tr 78	AR81	Tr 78	Tranchée main	3				
Tr 79	AR82	Tr 79	Tranchée main	3				
Tr 80	AR83	Tr 80	Tranchée main	3				
Tr 81	AR84	Tr 81	Tranchée main	3				
Tr 82	AR85	Tr 82	Tranchée main	3				
Tr 83	AR86	Tr 83	Tranchée main	3				
Tr 84	AR87	Tr 84	Tranchée main	3				
Tr 85	AR88	Tr 85	Tranchée main	3				
Tr 86	AR89	Tr 86	Tranchée main	3				
Tr 87	AR90	Tr 87	Tranchée main	3				
Tr 88	AR91	Tr 88	Tranchée main	3				
Tr 89	AR92	Tr 89	Tranchée main	3				
Tr 90	AR93	Tr 90	Tranchée main	3				
Tr 91	AR94	Tr 91	Tranchée main	3				
Tr 92	AR95	Tr 92	Tranchée main	3				
Tr 93	AR96	Tr 93	Tranchée main	3				
Tr 94	AR97	Tr 94	Tranchée main	3				
Tr 95	AR98	Tr 95	Tranchée main	3				
Tr 96	AR99	Tr 96	Tranchée main	3				
Tr 97	AR100	Tr 97	Tranchée main	3				
Tr 98	AR101	Tr 98	Tranchée main	3				
Tr 99	AR102	Tr 99	Tranchée main	3				
Tr 100	AR103	Tr 100	Tranchée main	3				
Tr 101	AR104	Tr 101	Tranchée main	3				
Tr 102	AR105	Tr 102	Tranchée main	3				
Tr 103	AR106	Tr 103	Tranchée main	3				
Tr 104	AR107	Tr 104	Tranchée main	3				
Tr 105	AR108	Tr 105	Tranchée main	3				
Tr 106	AR109	Tr 106	Tranchée main	3				
Tr 107	AR110	Tr 107	Tranchée main	3				
Tr 108	AR111	Tr 108	Tranchée main	3				
Tr 109	AR112	Tr 109	Tranchée main	3				
Tr 110	AR113	Tr 110	Tranchée main	3				
Tr 111	AR114	Tr 111	Tranchée main	3				
Tr 112	AR115	Tr 112	Tranchée main	3				
Tr 113	AR116	Tr 113	Tranchée main	3				
Tr 114	AR117	Tr 114	Tranchée main	3				
Tr 115	AR118	Tr 115	Tranchée main	3				
Tr 116	AR119	Tr 116	Tranchée main	3				
Tr 117	AR120	Tr 117	Tranchée main	3				
Tr 118	AR121	Tr 118	Tranchée main	3				
Tr 119	AR122	Tr 119	Tranchée main	3				
Tr 120	AR123	Tr 120	Tranchée main	3				
Tr 121	AR124	Tr 121	Tranchée main	3				
Tr 122	AR125	Tr 122	Tranchée main	3				
Tr 123	AR126	Tr 123	Tranchée main	3				
Tr 124	AR127	Tr 124	Tranchée main	3				
Tr 125	AR128	Tr 125	Tranchée main	3				
Tr 126	AR129	Tr 126	Tranchée main	3				
Tr 127	AR130	Tr 127	Tranchée main	3				
Tr 128	AR131	Tr 128	Tranchée main	3				
Tr 129	AR132	Tr 129	Tranchée main	3				
Tr 130	AR133	Tr 130	Tranchée main	3				
Tr 131	AR134	Tr 131	Tranchée main	3				
Tr 132	AR135	Tr 132	Tranchée main	3				
Tr 133	AR136	Tr 133	Tranchée main	3				
Tr 134	AR137	Tr 134	Tranchée main	3				
Tr 135	AR138	Tr 135	Tranchée main	3				
Tr 136	AR139	Tr 136	Tranchée main	3				
Tr 137	AR140	Tr 137	Tranchée main	3				
Tr 138	AR141	Tr 138	Tranchée main	3				
Tr 139	AR142	Tr 139	Tranchée main	3				
Tr 140	AR143	Tr 140	Tranchée main	3				
Tr 141	AR144	Tr 141	Tranchée main	3				
Tr 142	AR145	Tr 142	Tranchée main	3				
Tr 143	AR146	Tr 143	Tranchée main	3				
Tr 144	AR147	Tr 144	Tranchée main	3				
Tr 145	AR148	Tr 145	Tranchée main	3				
Tr 146	AR149	Tr 146	Tranchée main	3				
Tr 147	AR150	Tr 147	Tranchée main	3				
Tr 148	AR151	Tr 148	Tranchée main	3				
Tr 149	AR152	Tr 149	Tranchée main	3				
Tr 150	AR153	Tr 150	Tranchée main	3				
Tr 151	AR154	Tr 151	Tranchée main	3				
Tr 152	AR155	Tr 152	Tranchée main	3				
Tr 153	AR156	Tr 153	Tranchée main	3				
Tr 154	AR157	Tr 154	Tranchée main	3				
Tr 155	AR158	Tr 155	Tranchée main	3				
Tr 156	AR159	Tr 156	Tranchée main	3				
Tr 157	AR160	Tr 157	Tranchée main	3				
Tr 158	AR161	Tr 158	Tranchée main	3				
Tr 159	AR162	Tr 159	Tranchée main	3				
Tr 160	AR163	Tr 160	Tranchée main	3				
Tr 161	AR164	Tr 161	Tranchée main	3				
Tr 162	AR165	Tr 162	Tranchée main	3				



FOLIO 2

SECTION BC

FOLIO 1

FOLIO 3

SECTION A1

o. Vieille - Bicel

Bicel





L2T.4

Pose L2T
sur 2045 existant à laisser sur façade

L1T.5

Pose L1T
sur 2045 existant

L2T.6

AR12

Zone pavée 3

2045 existant
pour reprise multi

Zone pavée 4

BTAS 3x150+4x70 AL existant

Zone pavée 5

Zone pavée 6

2045 existant
pour reprise multi

Rue des Forges

Rue des Forges

Tr 11

Tr 12

Tr 13

Tr 14

462

671

672

458

457

474

475

476

10

12

876

491

815

477

748

747

